



## PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 26-2018-12-04-007

du 4 décembre 2018

portant modification de prescriptions concernant la commission de suivi de site  
« CSS ISDND DONZERE » relative à l'installation de stockage de déchets exploitée

par la société SUEZ RV Centre Est à DONZERE

**Le Préfet de la Drôme**  
**Chevalier de la Légion d'honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L125-2-1, R.125-5, R.125-8, R.125-8-1 à R.125-8-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, notamment son article 26 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013155-0021 du 4 juin 2013 portant création de la commission de suivi de site « CSS ISDND DONZERE » en remplacement de la CLIS relative à l'ISDND de DONZERE exploitée par la société SITA CENTRE EST ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 autorisant la société SITA CENTRE EST, dont le siège social est situé Gerland Plaza, Bâtiment A, 19 rue Pierre-Gilles de GENNES, 69 007 LYON, à exploiter sur le territoire de la commune de DONZERE, 345 chemin des Bouzarudes, un établissement d'une surface globale de 478 850 m<sup>2</sup>, constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, ainsi qu'une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de traitement de déchets non dangereux composée :

- d'un centre de tri et de transfert d'une capacité de 149 500 tonnes/an ;
- d'une unité de rupture de charge pour les déchets susceptibles de générer des envois ;
- d'une plate-forme de valorisation de métaux ;
- d'une plate-forme de valorisation de bois ;
- d'une aire de stockage temporaire de déchets non dangereux en balles.

VU la lettre de déclaration de changement de dénomination sociale de la société SITA CENTRE EST adressée le 2 août 2016 à Monsieur le Préfet de la Drôme, sa nouvelle dénomination sociale étant la société SUEZ RV Centre Est, dont l'adresse du siège social est Universaone, 18 rue Félix Mangini, 69 009 LYON ;

VU le rapport et les propositions en date du 30 novembre 2018 de l'inspection de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région AUVERGNE-RHONE-ALPES ;

**CONSIDÉRANT** les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être présentés par l'établissement sus-visé, exploité par la société SUEZ RV Centre Est à DONZERE, et l'intérêt qu'il y a à maintenir en place une commission de suivi de site, en raison notamment des nuisances olfactives et des envols pouvant être générés ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement sus-visé relève de l'article R 125-5 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement sus-visé est un centre de stockage qui reçoit des déchets non inertes au sens de l'article R 541-8 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 125-8-2 du Code de l'environnement précise que les membres d'une commission de suivi de site sont nommés par le préfet pour une durée de cinq ans ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE :**

### Article 1<sup>er</sup>

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2013155-0021 du 4 juin 2013 est remplacé par l'article suivant :

#### **« Article 2 : Composition**

*La commission de suivi de site est composée des membres suivants ou de leurs représentants, répartis en cinq collèges :*

##### Collège "administrations" :

- le préfet du département de la Drôme,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région AUVERGNE-RHONE-ALPES (DREAL),
- le directeur départemental des territoires de la Drôme (DDT),
- le directeur régional de l'agence régionale de santé de la région AUVERGNE-RHONE-ALPES (ARS),
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Drôme (SDIS).

##### Collège "élus des collectivités territoriales" :

- le maire de la commune de DONZERE,
- le maire de la commune des GRANGES GONTARDES.

##### Collège "exploitant" :

- le directeur de la société SUEZ RV Centre Est,
- le responsable d'exploitation de la société SUEZ RV Centre Est,
- le responsable sécurité-environnement de la société SUEZ RV Centre Est 2

#### Collège "riverains"

- le président de l'Association Communale de Chasse Agréée,
- un membre du bureau collégial de la Frapna Drôme Nature Environnement,
- le président du M N L E. 26-07.

#### Collège "salariés", composé de salariés protégés en sens du Code de travail :

- le secrétaire du ~~CHSCT~~ <sup>CSE</sup> de la société SUEZ RV CENTRE EST ou son représentant, monsieur Patrick JORET, travaillant à l'établissement de DONZERE, désigné par le président du ~~CHSCT~~ par lettre du 26 novembre 2018.

Les membres sont nommés pour une durée de cinq ans. »

#### Article 2

L'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2013155-0021 du 4 juin 2013 est remplacé par l'article suivant :

##### **« Article 6 : Secrétariat de la commission**

Le secrétariat de la commission est assuré par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, Unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche.

Le secrétariat de la commission pourra se faire assister par un prestataire dont le choix sera soumis à l'avis de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, attributaire des crédits de fonctionnement de la commission, pour l'aider à assurer sa mission. »

#### Article 3

L'article 7 de l'arrêté préfectoral n°2013155-0021 du 4 juin 2013 est remplacé par l'article suivant :

##### **« Article 7 : Information de la commission par les industriels et les collectivités**

L'exploitant de l'installation visée dans le présent arrêté adresse à la commission :

- les rapports d'analyse critique (tierces expertises) réalisés en application de l'article L. 181-13 ;
- Les modifications mentionnées à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement que l'exploitant envisage d'apporter à son installation ainsi que des mesures prises par le préfet en application des dispositions de ce même article ;
- le rapport environnemental de la société ou du groupe auquel appartient l'exploitant de l'installation, lorsqu'il existe ;
- le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

Le bureau de la commission fixe la date et la forme sous lesquelles l'exploitant adresse ces documents.

Les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale, membres de la commission, informent la commission des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour de ladite installation. »

#### Article 4

L'article 8 de l'arrêté préfectoral n°2013155-0021 du 4 juin 2013 est supprimé.

#### **Article 5 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de GRENOBLE, le délai de recours est de deux mois à compter de sa publication.


#### **Article 6 : Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes chargée de l'Inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié aux membres de la commission.

A Valence, le - 4 DEC. 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général

  
PATRICK VIELLESCAZES